

« Pegasus » : malgré l'espionnage, la France reste bien timide

PAR LÉNAÏG BREDOUX ET ELLEN SALVI
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 26 JUILLET 2021



Emmanuel Macron à Bruxelles, le 20 juillet 2020. © Photo by John Thys/Pool/AFP

Les révélations du vaste scandale d'espionnage permis par le logiciel «Pegasus» n'ont pas suscité de vive réaction d'Emmanuel Macron et son gouvernement. Eux-mêmes ainsi qu'un millier de Français-e-s sont pourtant concerné-e-s.

Le scandale est mondial, la réaction bien timide. **Face aux révélations** du consortium Forbidden Stories, d'Amnesty International et de leurs médias partenaires, la France est jusque-là restée très prudente. Un millier de personnes sont pourtant concernées, des journalistes, des avocat-e-s, des responsables politiques et même le président de la République et une grande partie de son gouvernement.

Pris de cours par ces révélations, l'exécutif a d'abord cherché à conserver un équilibre précaire dans son expression. Il s'agissait de montrer que les faits étaient pris très au sérieux, sans pour autant sombrer dans la panique générale ou le procès en incompétence. Les premiers éléments de langage **livrés par l'Élysée** ont donc été répétés en boucle par les rares ministres interrogés sur le sujet. Tous étaient priés d'en dire le moins possible à ce stade de la «*série d'investigations*» ordonnée par le gouvernement, selon les mots de son chef.

«*Je crois qu'il serait un peu irresponsable de notre part de dire des choses tant que nous ne savons pas exactement ce qu'il en est*», a d'ailleurs déclaré Jean Castex au «13heures» **de TF1**, mercredi 21 juillet. La veille, à l'Assemblée nationale, peu avant la publication des révélations **sur le ciblage** des

téléphones d'Emmanuel Macron, Édouard Philippe et quatorze ministres, il avait expliqué que les «*investigations*» sur la «*matérialité*» des faits n'avaient «*pas abouti*». À ce moment-là, l'Élysée était déjà au courant, puisque le consortium l'avait informé quatre jours plus tôt.



Emmanuel Macron lors d'un sommet de l'Union européenne à Bruxelles, le 20 juillet 2020. © Photo by John Thys/Pool/AFP

Jeudi, le chef de l'État réunissait un conseil restreint de défense et de sécurité nationale (CRDSN), dédié à l'affaire «Pegasus». «*Le président de la République suit au plus près ce dossier et prend cette affaire très au sérieux*», soulignait le matin même le porte-parole du gouvernement, **sur France Inter**. «*Aucune certitude à ce stade n'est apparue, donc la prudence reste de mise dans les commentaires*», indiquait aussi l'Élysée à l'issue de ce CRDSN, précisant qu'Emmanuel Macron avait toutefois changé d'appareil et de numéro de téléphone «*pour certains de ses échanges*».

À cette occasion, le chef de l'État a également «*exigé un renforcement de tous les protocoles de sécurité en parallèle des opérations techniques de détection et clarification en cours*», a encore souligné l'Élysée, alors que certaines figures **de l'opposition**, telles que le patron des sénateurs Les Républicains (LR) **Bruno Retailleau**, déplorait l'«*imprudence*» et l'«*amateurisme*» du pouvoir exécutif en matière de cybersécurité. Le sujet s'est également invité à l'Assemblée, jeudi, lors de l'adoption du projet de loi relatif à «la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement».

Ce jour-là, le député La France insoumise (LFI) Adrien Quatennens, dont le nom figure parmi les personnalités politiques ciblées par le logiciel espion, s'est étonné qu'«*aucun service de l'État ne [l'ait] contacté*». «*Qu'est-il prévu pour procéder*

aux vérifications que notre protection exige?», a-t-il interrogé, sans obtenir de réponse. Dans la foulée, l'Élysée a fait savoir que l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) avait proposé «ses services à celles et ceux pour qui il y a des soupçons d'intrusion sur la base d'un protocole et un accompagnement renforcés».

Informés pour la plupart dans la journée de lundi 19 juillet, les ministres dont les numéros de téléphone figurent sur la liste du «Projet Pegasus» semblaient, la semaine suivante, nager dans le brouillard le plus complet. Plus étonnés qu'inquiets par la nature des révélations de Forbidden Stories, plusieurs d'entre eux ont confié à Mediapart que leur appareil, potentiellement infecté, n'avait pas encore été pris en charge pour vérification. De son côté, l'Élysée se contentait de répéter que les analyses étaient encore en cours et qu'elles pouvaient prendre du temps. Sans plus de précisions.

La procédure d'examen des données des téléphones, réalisée par les spécialistes du Security Lab d'Amnesty International à Berlin, et permettant d'identifier des traces de Pegasus, a été publiée dès le début du scandale sur Internet – **avec le bilan détaillé** des appareils où l'infection a été détectée. Un manuel à usage de celles et ceux qui voudraient vérifier. Par ailleurs, une fois le protocole en place, les premiers retours sont très rapides – quelques heures à peine. **Dans le JDD** du dimanche 25 juillet, Laurent Nuñez, le coordinateur national au renseignement, indique que les résultats pourraient de toute façon rester confidentiels, au nom du secret-défense.

Parmi les responsables politiques ciblés, seul l'ancien ministre François de Rugy a accepté que son appareil soit examiné par Amnesty International qui y a décelé des traces de tentatives d'intrusion – sans succès apparent.

De son côté, le Maroc – qui a annoncé une plainte en diffamation en France – et NSO ont tous deux multiplié les prises de parole médiatiques

pour contenir la polémique. Après le ministre des affaires étrangères marocain, **dans Jeune Afrique**, l'ambassadeur du Maroc en France **a repris dimanche** les mêmes éléments de langage: le royaume n'est pas client de NSO, il n'a jamais espionné Emmanuel Macron, ces révélations ressemblent à un complot algérien et des «réseaux hostiles au Maroc en France et ailleurs» dans un «*timing particulier*».

Quant à la société israélienne au cœur du scandale, son patron Shalev Hulio a accordé plusieurs entretiens à la presse, dont le magazine *Forbes*. Il y répète les éléments de langage habituels de NSO, structurellement liée au gouvernement israélien (*lire l'analyse de René Backmann et notre récit sur place*): Pegasus est vendu à des gouvernements qui en font un usage que NSO ne contrôle pas, et sert à lutter contre les criminels et les terroristes. «*Les personnes qui ne sont pas des criminels, qui ne sont pas des "Ben Laden" de ce monde n'ont rien à craindre*», affirme le patron de la société.

S'il assure ne pas connaître la liste des cibles de son logiciel, Shalev Hulio peut toutefois attester que le président français, mais aussi les proches du journaliste saoudien assassiné Jamal Khashoggi, n'y figurent pas... Après l'annonce d'une enquête en Israël, il précise aussi que NSO dispose bien d'un moyen de vérifier si ses clients «*font un mauvais usage du système*».

À l'image des autres États visés par les récentes révélations, le Maroc et NSO font également entendre une petite musique mettant en cause l'enquête de Forbidden Stories et de ses partenaires, sa méthodologie, soulignant notamment que les preuves ne sont pas fournies. Et ce, en dépit des explications techniques d'Amnesty International et de l'expertise des spécialistes de Pegasus, déjà éprouvée par le passé. Cette petite musique est entendue jusqu'à Paris où elle est parfois reprise dans la bouche de responsables politiques. La justice, elle, a déjà commencé à travailler dans le cadre **de l'enquête préliminaire** ouverte après la plainte de Mediapart.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.